

## VLAAMSE OVERHEID

## Cultuur, Jeugd, Sport en Media

[C – 2016/36043]

**17 JUNI 2016. — Voordracht van een lid voor de algemene vergadering van de vzw Jint – coördinatieorgaan voor internationale jongerenwerking**

Bij besluit van de Vlaamse Regering van 17 juni 2016 wordt het volgende bepaald:

**Artikel 1.** De volgende persoon wordt voor een periode van drie jaar, ter vervanging van Anne De Ridder, voorgedragen als lid van de vzw Jint – coördinatieorgaan voor internationale jongerenwerking: Marleen Serré, Eilandstraat 1, 1981 Hofstade.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 19 juli 2016.

**Art. 3.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het jeugdbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29331]

**24 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations en matière d'Enseignement organisé par la Communauté française – Ministère de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87 § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française tel que modifié;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts tel que modifié;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française tel que modifié;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs tel que modifié;

Vu le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux tel que modifié;

Considérant que le législateur a modifié, suite à l'adoption du décret du 28 février 2013 portant diverses dispositions statutaires en matière d'enseignement organisé par la Communauté française, les textes susvisés dans le présent préambule dont la mise en œuvre incombe aux services du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant que l'adoption de ce décret poursuit notamment un but de dissociation des tâches régulatrices et organisationnelles du Ministre en charge de l'Enseignement, ces dernières relevant – au sein de l'Administration – du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française; que – dans ce but et comme en témoignent l'exposé des motifs et le commentaire des articles – ce décret prévoit que le Gouvernement délègue directement à un fonctionnaire général de ce service des missions qu'il exerçait déjà mais qui lui étaient précédemment subdéléguées par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

Considérant que, conformément au principe de continuité du service public et à défaut d'autorité déléguante pouvant exercer elle-même ces compétences (l'autorité proposant des mesures à l'égard d'un membre du personnel ne pouvant être également celle qui statue définitivement sur la question), le fonctionnaire dirigeant le Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française – qui se trouve également être le seul fonctionnaire général en son sein – a régulièrement continué à assurer lesdites missions depuis lors;

Considérant que l'exécution rigoureuse des dispositions du décret du 28 février 2013 implique une désignation formelle du fonctionnaire général du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française amené à exercer lesdites missions;

Considérant que, pour garantir la continuité du service public, il est opportun que le décret et l'arrêté de désignation pris en exécution de celui-ci sortent leurs effets à la même date; que le décret du 28 février 2013 ayant été publié le 4 avril 2013 mais étant entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de la même année, le texte décrétoal impose en toute hypothèse une certaine rétroactivité de ses mesures d'exécution; qu'en outre, eu égard à la présence d'un seul fonctionnaire général au sein du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française, la désignation faisant l'objet du présent arrêté revêt un caractère purement confirmatif;

Qu'il s'impose donc de faire remonter les effets du présent arrêté à la date de l'entrée en vigueur du décret du 28 février 2013 susvisé;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Ministre de l'Education et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Délégation est donnée en Directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française pour :

1° auditionner au préalable et proposer une suspension dans le cadre d'une procédure de suspension préventive entamée à l'égard :

a) d'un membre du personnel définitif, tel que prévu à l'article 157*bis*, § 3, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, et d'un membre du personnel temporaire, telle que prévue à l'article 157*sexies*, § 3, du même arrêté royal;

b) d'un membre du personnel technique nommé à titre définitif, tel que prévu à l'article 165*bis*, § 3, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, et d'un membre du personnel technique temporaire ou admis au stage, telle que prévue à l'article 165*quinquies*, § 3, du même arrêté royal;

c) d'un membre du personnel administratif définitif, tel que prévu à l'article 126 § 3 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, et d'un membre du personnel administratif temporaire ou admis au stage, telle que prévue à l'article 129, § 3, du même décret;

d) d'un membre du personnel administratif définitif, tel que prévu à l'article 34, § 2, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française et d'un membre du personnel administratif temporaire ou admis au stage, telle que prévue à l'article 38, § 2, du même décret;

e) d'un membre du personnel ouvrier définitif, tel que prévu à l'article 270, § 3 du décret du 12 mai 2004 précité, et d'un membre du personnel ouvrier admis au stage, telle que prévue à l'article 273, § 3, du même décret;

f) d'un membre du personnel nommé à titre définitif tel que prévu à l'article 169 du Décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

2° auditionner au préalable et proposer une mise en disponibilité dans le cadre d'une procédure de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement entamée à l'égard :

a) d'un membre du personnel nommé à titre définitif, tel que prévu à l'article 167*quater*, § 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

b) d'un membre du personnel administratif ou ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage, tel que prévu aux articles 162, § 2, et 308, § 2, du décret du 12 mai 2004 précité;

c) d'un membre du personnel technique nommé à titre définitif ou admis au stage, tel que prévu à l'article 186, § 2 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité;

d) d'un membre du personnel ouvrier nommé ou engagé à titre définitif, tel que prévu à l'article 308, § 2, du décret du 12 mai 2004 précité;

3° auditionner au préalable et proposer de mettre fin à la désignation d'un membre du personnel exerçant une fonction de sélection désigné à titre temporaire tel que prévu aux alinéas 5 et 6 de l'article 78 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

4° auditionner au préalable et proposer de mettre fin à la désignation d'un membre du personnel :

a) exerçant une fonction de promotion tel que prévu aux alinéas 4 et 5 de l'article 92 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

b) exerçant une fonction de promotion tel que prévu aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 91*novies* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

5° auditionner au préalable et proposer des sanctions disciplinaires à l'égard :

a) des membres du personnel directeur et enseignant, des chefs d'établissement, des membres du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social, tel que prévu à l'article 123, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2° et § 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

b) des membres du personnel administratif nommés à titre définitif, tel que prévu à l'article 97, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 12 mai 2004 précité;

c) des membres du personnel ouvrier nommés à titre définitif, tel que prévu à l'article 241, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 12 mai 2004 précité;

d) des membres du personnel technique et des titulaires d'une fonction de promotion, tel que prévu à l'article 131, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2° et § 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité;

e) d'un directeur-président ou d'un directeur de catégorie, tel que prévu à l'article 52, alinéa 3 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

6° auditionner au préalable et proposer une mesure de suspension préventive à l'égard d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif, tel que prévu à l'article 34, § 1<sup>er</sup> du décret du 20 juin 2008 précité, et à l'égard d'un membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire, tel que prévu à l'article 38, § 1<sup>er</sup> du même décret;

7° auditionner préalablement et proposer une mesure de licenciement :

a) d'un membre du personnel désigné à titre temporaire tel que prévu à l'article 28 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

b) d'un membre du personnel désigné à titre temporaire tel que prévu à l'article 28*bis* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

c) d'un membre du personnel administratif désigné à titre temporaire tel que prévu aux paragraphes 1 et 2 de l'article 33 du décret du 12 mai 2004 précité;

d) d'un membre du personnel administratif désigné à titre temporaire tel que prévu à l'article 34 § 2, du décret du 12 mai 2004 précité;

e) d'un membre du personnel administratif stagiaire tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 52 § 1<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 précité;

f) d'un membre du personnel administratif stagiaire tel que prévu aux paragraphes 1 et 2 de l'article 55 du décret du 12 mai 2004 précité;

g) d'un membre du personnel désigné à titre temporaire tel que prévu à l'article 9, paragraphes 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 2 ainsi que le paragraphe 3 alinéa 1 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française;

h) d'un membre du personnel désigné à titre temporaire tel que prévu à l'article 9<sup>ter</sup> paragraphe 2 alinéa 1<sup>er</sup> et paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité;

i) d'un membre du personnel stagiaire tel que prévu à l'article 18 paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1 et 2, ainsi que le paragraphe 3 alinéas 1 et 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité;

j) d'un membre du personnel stagiaire tel que prévu à l'article 19<sup>bis</sup> paragraphe 2 alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que le paragraphe 3 alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 précité;

k) d'un membre du personnel technique désigné à titre temporaire dans un CPMS tel que prévu par l'article 23 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 visé plus haut;

l) d'un membre du personnel technique désigné à titre temporaire dans un CPMS tel que prévu par l'article 23<sup>bis</sup> de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 visé plus haut;

m) d'un membre du personnel stagiaire d'un CPMS tel que prévu par l'article 37 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 visé plus haut;

n) d'un membre du personnel stagiaire dans un CPMS tel que prévu par l'article 41<sup>bis</sup> de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 visé plus haut;

8° Rédiger le rapport sur la manière de servir du membre du personnel visé à l'article 91<sup>undecies</sup>, 1° et 2° de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité

§ 2. Le directeur général adjoint du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française peut subdéléguer les compétences visées à l'article 1<sup>er</sup> à un membre du personnel de rang 12 au moins.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 3.** Le membre du Gouvernement ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juin 2016.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,  
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre de la Fonction publique,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,  
Mme I. SIMONIS

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29331]

**24 JUNI 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende delegaties in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap – Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87 § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen voor hoger onderwijs;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, van het meesters-, vak- en dienstpneel van door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogeschole, hogere kunstschole en hogere instituten voor architectuur zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het onderwijzend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs van de katholieke, protestantse, Israëliëse, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra zoals gewijzigd;

Overwegende dat de wetgever, na de aanname van het decreet van 28 februari 2013 houdende verschillende statutaire bepalingen betreffende het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de in deze aanhef bedoelde teksten waarvan de uitvoering de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap betreft, heeft gewijzigd;

Overwegende dat de aanname van dit decreet vooral tot doel heeft de regelgevende en organisatorische taken van de Minister belast met het onderwijs te scheiden, vallen deze laatste – binnen de Administratie – onder de Algemene Dienst voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap; dat – met dit voor ogen en ten getuige waarvan de memorie van toelichting en de opmerkingen van de artikels – dit decreet bepaalt dat de Regering aan een ambtenaar-generaal van deze dienst rechtstreeks taken delegeert die hij reeds uitvoerde, maar die de administrateur-generaal van het onderwijs en wetenschappelijk onderzoek eerder aan hem delegeerde;

Overwegende dat, in overeenstemming met het continuïteitsprincipe van de overheidsdienst en bij gebrek aan een delegerende overheid die deze bevoegdheden zelf kan uitoefenen (waarbij de overheid die maatregelen voorstelt ten opzichte van een personeelslid, niet dezelfde mag zijn als die definitief uitspraak doet in deze zaak), heeft de leidende ambtenaar van de Algemene Dienst voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap – die ook de enige ambtenaar-generaal is – deze taken sindsdien regelmatig blijven uitvoeren;

Overwegende dat de nauwgezette uitvoering van de bepalingen van het decreet van 28 februari 2013 een officiële aanstelling impliceert van de ambtenaar-generaal van de Algemene Dienst van onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, die deze taken moet uitvoeren;

Overwegende dat, om de continuïteit van de overheidsdienst te garanderen, het gepast is dat het decreet en het aanstellingsbesluit voor de uitvoering ervan op dezelfde datum van kracht worden; dat aangezien het decreet van 28 februari 2013 werd gepubliceerd op 4 april 2013, maar van kracht werd op 1 januari van datzelfde jaar, de tekst van het decreet in elk geval een bepaalde terugwerkende kracht oplegt van de uitvoeringsmaatregelen; dat bovendien, gezien de aanwezigheid van slechts een ambtenaar-generaal bij de Algemene Dienst van onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de aanstelling waarvan sprake in dit decreet louter dient ter bevestiging;

Dat dit besluit bijgevolg uitwerking moet hebben met ingang van de datum van inwerkingtreding van het bovenvermelde decreet van 28 februari 2013;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken, de Minister van Hoger Onderwijs, de Minister van Onderwijs en de Minister van Onderwijs voor Sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

§ 1. Delegatie wordt verleend aan de adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap om :

1° vooraf te verhoren en een schorsing voor te stellen in het kader van een procedure voor preventieve schorsing opgestart ten opzichte van :

a) een vastbenoemd personeelslid, zoals bepaald in artikel 157*bis*, § 3, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het onderwijzend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en een tijdelijk personeelslid, zoals bepaald in artikel 157*sexies*, § 3, van datzelfde koninklijk besluit;

b) een vastbenoemd lid van het technisch personeel, zoals bepaald in artikel 165*bis*, § 3, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, en een tijdelijk of stagedoend lid van het technisch personeel, zoals bepaald in artikel 165*quinquies*, § 3, van datzelfde koninklijk besluit;

c) een vastbenoemd lid van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 126 § 3 van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van het statuut van de leden van het administratief personeel, van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinrichtingen, en een tijdelijk of stagedoend lid van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 129, § 3, van datzelfde decreet;

d) een vastbenoemd lid van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 34, § 2, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, hogere kunstscholen en hogere instituten voor architectuur, en een tijdelijk of stagedoend lid van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 38, § 2, van datzelfde decreet;

e) een vastbenoemd lid van het werkliedenpersoneel, zoals bepaald in artikel 270, § 3, van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004, en een stagedoend lid van het werkliedenpersoneel, zoals bepaald in artikel 273, § 3, van datzelfde decreet;

f) een vastbenoemd lid van het personeel zoals bepaald in artikel 169 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, leiding, statuut van personeel, rechten en plichten van studenten);

2° vooraf te verhoren en een terbeschikkingstelling voor te stellen in het kader van een procedure voor terbeschikkingstelling wegens ambtontheffing in het belang van de dienst en in de belang van het onderwijs opgestart ten opzichte van :

a) een vastbenoemd personeelslid, zoals bepaald in artikel 167*quater*, § 2, van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

b) een vastbenoemd of stagedoend lid van het administratief personeel en het werkliedenpersoneel, zoals bepaald in de artikels 162, § 2, en 308, § 2, van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

c) een vastbenoemd of stagedoend lid van het technisch personeel, zoals bepaald in artikel 186, § 2, van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 27 juli 1979;

d) een vastbenoemd of tot de vaste proeftijd toegelaten werkliedenpersoneelslid, zoals bepaald in artikel 308, § 2, van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

3° vooraf te verhoren en voor te stellen om een einde te stellen aan de aanstelling van een personeelslid dat tijdelijk een selectiefunctie uitoefent zoals bepaald in lid 5 en 6 van artikel 78 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

4° vooraf te verhoren en voor te stellen om een einde te stellen aan de aanstelling van een personeelslid :

a) dat een bevorderingsambt uitoefent zoals bepaald in lid 4 en 5 van artikel 92 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

b) dat een bevorderingsambt uitoefent zoals bepaald in lid 2, 3 en 4 van artikel 91 *novies* van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

5° vooraf te verhoren en tuchtsancties voor te stellen ten opzichte van :

a) leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, inrichtingshoofden, onderwijzend hulppersoneel, paramedisch personeel, psychologisch personeel en maatschappelijk personeel, zoals bepaald in artikel 123, § 1, 1° en 2° en § 2 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

b) vastbenoemde leden van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 97 § 1 en 2 van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

c) vastbenoemde leden van het werkliedenpersoneel, zoals bepaald in artikel 241 § 1 en 2 van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

d) leden van het technisch personeel en houders van een bevorderingsambt, zoals bepaald in artikel 131, § 1, 1° en 2° en § 2 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 27 juli 1979;

e) een directeur-president of een categoriedirecteur, zoals bepaald in artikel 52, lid 3, van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen voor hoger onderwijs.

6° vooraf te verhoren en een maatregel van preventieve schorsing voor te stellen ten opzichte van een vastbenoemd of tot de vaste proeftijd toegelaten personeelslid, zoals bepaald in artikel 34, § 1, van het hiervoor genoemde decreet van 20 juni 2008, en ten opzichte van een tijdelijk benoemd of tot de tijdelijke proeftijd toegelaten personeelslid, zoals bepaald in artikel 38, § 1, van datzelfde decreet;

7° vooraf te verhoren en een ontslagmaatregel voor te stellen voor :

a) een tijdelijk personeelslid, zoals bepaald in artikel 28 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

b) een tijdelijk personeelslid, zoals bepaald in artikel 28*bis* van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

c) een tijdelijk lid van het administratief personeel, zoals bepaald in lid 1 en 2 van artikel 33 van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

d) een tijdelijk lid van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 34 § 2 van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

e) een stagedoend lid van het administratief personeel, zoals bepaald in artikel 2 van artikel 52 § 1 van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

f) een stagedoend lid van het administratief personeel, zoals bepaald in lid 1 en 2 van artikel 55 van het hiervoor genoemde decreet van 12 mei 2004;

g) een tijdelijk personeelslid zoals bepaald in artikel 9, paragraaf 1, lid 1 en 2, alsook paragraaf 3 lid 1 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs van de katholieke, protestantse, Israëliëse, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap;

h) een tijdelijk personeelslid, zoals bepaald in artikel 9*ter* paragraaf 2, lid 1 en paragraaf 3, lid 1 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 25 oktober 1971;

i) een stagedoend personeelslid, zoals bepaald in artikel 18*ter*, paragraaf 1, lid 1 en 2, alsook paragraaf 3, lid 1 en 2 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 25 oktober 1971;

j) een stagedoend personeelslid, zoals bepaald in artikel 19*bis* paragraaf 2, lid 1, alsook paragraaf 3, lid 1 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 25 oktober 1971;

k) een tijdelijk lid van het technisch personeel in een PMSC, zoals bepaald in artikel 23 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 27 juli 1979;

l) een tijdelijk lid van het technisch personeel in een PMSC, zoals bepaald in artikel 23*bis* van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 27 juli 1979;

m) een stagedoend personeelslid in een PMSC, zoals bepaald in artikel 37 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 27 juli 1979;

n) een stagedoend personeelslid in een PMSC, zoals bepaald in artikel 41*bis* van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 27 juli 1979;

8° Het verslag opstellen over de wijze van dienen van het personeelslid zoals bedoeld in artikel 91*undecies*, lid 1 en 2 van het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969.

§ 2. De adjunct-directeur-generaal van de Algemene Dienst voor onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap mag de in artikel 1 beschreven bevoegdheden subdelegeren aan een personeelslid van ten minste rang 12.

**Artikel 1.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

**Art. 2.** Het lid van de Regering bevoegd voor ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 24 juni 2016.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Ambtenarenzaken,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. I. SIMONIS

---

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29330]

**8 JUILLET 2016. — Décision du Directeur général adjoint dirigeant le Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française accordant délégations à M. Yvan AUFORT, Directeur, en application de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de l'arrêté du Gouvernement du 24 juin 2016 portant délégations en matière d'Enseignement organisé par la Communauté française**

Le Fonctionnaire général désigné par le Gouvernement,

Vu l'arrêté de l'arrêté du Gouvernement du 24 juin 2016 portant délégations en matière d'Enseignement organisé par la Communauté française – Ministère de la Communauté française – en notamment son article 1<sup>er</sup>, § 2,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>.** Délégation est accordée à M. Yvan AUFORT, Directeur, pour prendre toutes les mesures visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement précité.

**Art. 2.** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yvan AUFORT, les délégations prévues à l'article 1<sup>er</sup> § 1 de l'arrêté du Gouvernement précité sont exercées, en cas d'urgence, par Mme Catherine GUISET, Directrice f.f..

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yvan AUFORT et de Mme Catherine GUISET, les délégations prévues aux articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, sont exercées, en cas d'urgence, par Mme Nadine GARANT, Directrice f.f.

**Art. 3.** La présente produit ses effets immédiatement.

Bruxelles, le 8 juillet 2016.

Le Fonctionnaire général dirigeant,  
le Service général de l'enseignement organisé par la Communauté française,  
D. LETURCQ,  
Directeur général adjoint.

---

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203635]

**30 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant nomination des président et vice-président du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 mars 2016, les articles 9 et 11;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, modifié en dernier lieu par le décret du 7 avril 2011;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sont nommés président et vice-président du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi :

- M. Didier Malherbe en tant que président;

- M. Marc Debois en tant que vice-président.

**Art. 2.** Ces nominations sont valables pour une durée de cinq ans, renouvelable, prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 octobre 2011 portant nomination des président et vice-président du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi est abrogé.